



BAROMÈTRE
Jeunesse & Confiance
2020

OpinionWay pour VersLeHaut

Avec le soutien de 

Principaux enseignements

Les jeunes résistent ! Face à la crise sanitaire, une confiance qui fléchit mais ne s'effondre pas

Décembre 2020

VersLeHaut remercie très chaleureusement OpinionWay et Total Foundation pour leur soutien au baromètre Jeunesse&Confiance.

“opinionway



Précisions :

Principaux enseignements d’une enquête réalisée en France par Opinionway en octobre/novembre/décembre 2020, pour VersLeHaut, avec le soutien de Total Foundation, auprès de trois échantillons :

- ✓ Un échantillon représentatif de 1001 jeunes âgés de moins de 26 ans. La représentativité est assurée par la méthode des quotas au regard des critères de sexe, d’âge, de catégorie socioprofessionnelle, de région d’habitation et de catégorie d’agglomération.
- ✓ Un échantillon représentatif de 1030 parents d’enfant(s) de moins de 26 ans. La représentativité est assurée par la méthode des quotas au regard des critères de nombre et d’âge des enfants pour les parents.
- ✓ Un échantillon représentatif de 400 chefs d’entreprise. La représentativité est assurée par la méthode des quotas au regard des critères de secteur d’activité et de taille de l’entreprise.



VersLeHaut, le think tank dédié aux jeunes et à l'éducation

Lancé en 2015, VersLeHaut est le premier think tank dédié aux jeunes et à l'éducation. Hors du champ partisan, il contribue au débat public à travers des propositions impliquant des acteurs de terrain, des jeunes et des familles, des experts et des membres de la société civile tout en appuyant son travail sur des études et des recherches scientifiques.

VersLeHaut diffuse des propositions concrètes afin d'élaborer un projet éducatif adapté aux défis de notre temps.

Un regard sur ce qui marche

Créé à l'initiative de plusieurs acteurs engagés en faveur de la jeunesse, VersLeHaut s'attache particulièrement à valoriser les expériences de terrain réussies, en France, comme à l'étranger.

VersLeHaut travaille de manière indépendante, dans un esprit de coopération et d'ouverture. Le think tank est à l'initiative d'une grande mobilisation citoyenne en faveur de l'éducation, mobilisant des acteurs de tous horizons : les États Généraux de l'Éducation.

Les membres fondateurs



Déjà publiés

- « Grand oral : et si on se donnait vraiment les moyens de former les lycéens » (Novembre 2020)
- « De la famille en plus : idées & actions pour développer le parrainage de proximité (Septembre 2020)
- « Rentrée 2020, démasquer les enjeux de la rentrée » (Août 2020)
- « Pas d'éducateur, pas d'éducation ! » [édition actualisée] (Juillet 2019)
- « Soutenir les familles, le meilleur investissement social » [édition actualisée] (Juillet 2020)
- « Ecole : à la recherche d'un nouveau souffle » [édition actualisée] (Juillet 2020)
- « Éducation : comment éviter le retour à l'anormal ? » (Mai 2020)
- « Vacances apprenantes : des ateliers éducatifs pour mieux lutter contre les inégalités » (Mai 2020)
- « Coronavirus : et si on mobilisait la réserve de l'Éducation nationale pour limiter les dégâts éducatifs ? » (Mai 2020)
- « Coronavirus : le défi éducatif » (Mars 2020)
- « L'éducation, une affaire de maire » (Février 2020)
- « Jeunesse&Confiance : les résultats et enseignements du baromètre 2019 » (Novembre 2019)
- « La transition pacifique. Idées & actions éducatives pour faire face à la violence » (Juillet 2019)
- « Filles et garçons face au bac : ce n'est pas (forcément) ce que vous croyez » (Juin 2019)
- « Européennes 2019 : où sont les jeunes ? » (Mai 2019)
- « Décryptage du projet de loi Blanquer » (Avril 2019)
- « Les 10 grandes tendances de la famille en France » (Mars 2019)
- « Les Français et l'école : ce qu'ils pensent, ce qu'ils en attendent » (Février 2019)
- « En finir avec les violences éducatives ordinaires : la loi anti-fessée ne suffira pas » (Novembre 2018)
- « Ecole : à la recherche d'un nouveau souffle » (Novembre 2018)
- « Le point sur la mise en œuvre des réformes pour l'École » (Septembre 2018)
- « Ce que les pays du Sud peuvent nous apprendre en matière éducative » (Juin 2018)
- « Manifeste pour la responsabilité éducative des entreprises » (Juin 2018)
- « Service national universel : pour une dynamique globale » (Avril 2018)
- « Contre les fake news, l'éducation plus efficace que la censure » (Avril 2018)
- « Ils ne dorment pas assez ! 5 propositions pour l'éducation au sommeil » (Mars 2018)
- « Les jeunes face à la tentation de la « radicalisation ». Que faire ? » (Janvier 2018)
- « Égalité Femmes / Hommes : pour une éducation à la relation » (Décembre 2017)
- « Tous éducateurs ! Et vous ? Pour une société éducatrice », Bayard Editions (Octobre 2017)
- « Après le tweet du MEDEF, quelle responsabilité éducative pour les entreprises ? » (Septembre 2017)
- « Après le tweet du MEDEF, quelle responsabilité éducative pour les entreprises ? » (Septembre 2017)
- « Accueil, besoins & espoirs des mineurs non accompagnés » (Septembre 2017)
- « A l'école de la confiance, quelle place pour les parents ? » (Août 2017)
- « Soutenir les familles, le meilleur investissement social » (Juin 2017)
- « BAC : quels enjeux derrière la réforme ? » (Juin 2017)
- « Ecole : de la sélection par l'échec au développement des talents de chacun » (Février 2017)
- « Mobilisation générale pour l'Éducation ! » (Novembre 2016)
- « Ecole : de l'entre-soi à l'entre-nous » (Septembre 2016)
- « Éducation : quel « retour sur investissement » ? » (Juin 2016)
- « Pas d'éducateur, pas d'éducation ! » (Mai 2016)
- « Vivre, grandir, construire ensemble » (Janvier 2016)
- « Soyons à la hauteur des espérances de la jeunesse » (Novembre 2015)

Toutes les publications de VersLeHaut sont en libre accès sur www.verslehaut.org

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| LES ENSEIGNEMENTS DES 4 AXES RÉCURRENTS DU BAROMETRE | 1 |
| 1. La confiance en soi et dans l'avenir : Un optimisme des jeunes qui fléchit mais pas d'effondrement ! Les parents s'inquiètent davantage..... | 2 |
| 2. La confiance dans le système éducatif : une remontée sensible – l'effet confinement et l'effet Samuel Paty ? | 4 |
| 3. La confiance dans le monde du travail : | 6 |
| 4. La confiance dans l'environnement social et politique : une remontée suprenante de la confiance des jeunes ! | 8 |
| LES ENSEIGNEMENTS DU FOCUS : quelle école pour répondre aux défis du 21 ^{ème} siècle ?..... | 9 |
| 1. L'école et les compétences du 21 ^{ème} siècle : des attentes fortes avec une difficulté à discerner les priorités | 10 |
| 2. Numérique et environnement : jeunes et parents conscients de la nécessité d'une véritable formation des enseignants et des élèves..... | 14 |
| 3. Quelles méthodes d'apprentissage ? Développer le « faire pour apprendre » | 15 |
| 4. Le rôle des entreprises : pour la responsabilité éducative des entreprises | 16 |
| 5. Le mentorat et le parrainage : des dispositifs trop peu connus des jeunes et des parents | 17 |

LES ENSEIGNEMENTS DES 4 AXES RÉCURRENTS DU BAROMETRE

1. La confiance en soi et dans l'avenir : Un optimisme des jeunes qui fléchit mais pas d'effondrement ! Les parents d'inquiètent davantage.

Dans un contexte difficile, marquée par la crise sanitaire, le niveau d'optimisme des jeunes connaît un léger fléchissement (-3 points par rapport à l'année dernière), retombant au niveau de 2016. On est cependant loin de l'effondrement qu'on pouvait redouter : 74% des jeunes sont confiants dans leur propre avenir. 73% d'entre eux considèrent que la vie qu'ils mènent correspond à leurs attentes.

Comme les années précédentes, les plus jeunes (16-19 ans) sont plus positifs que la moyenne des jeunes sur leur perspective d'avenir (77 %, +3 points), tandis que chez les 23-25 ans, le taux de pessimisme monte à 29%. Ce résultat reflète sans doute les difficultés d'insertion professionnelle renforcées par la crise.

Comme chaque année, les garçons sont plus optimistes (78 %, +4 points par rapport aux filles), tandis que près d'une fille sur 3 est pessimiste sur son avenir (29 %). Les jeunes les plus diplômés (niveau bac + 2) sont également plus positifs : 76% considèrent que leur vie correspond à leurs attentes (+3 points par rapport à la moyenne), alors que 40% des jeunes sans diplôme sont pessimistes par rapport à leur avenir (+15 points par rapport à la moyenne).

Les résultats d'une question portant sur le degré d'inquiétude des jeunes par rapport au Coronavirus, pour eux et pour leurs proches, apporte un éclairage sur la baisse d'optimisme. Loin de l'insouciance, le niveau d'inquiétude des jeunes est à peine moins élevé que la moyenne de la population : sur une échelle de 1 (pas d'inquiétude) à 10 (très forte inquiétude), l'indice moyen pour les jeunes est à 6,3 (contre 6,6 pour l'ensemble de la population). 28% des jeunes sont peu inquiets (+ 3 points par rapport à la moyenne), 50% assez inquiets (=), 16% très inquiets (- 6).

Après plusieurs années d'amélioration, le pessimisme des parents – toujours plus fort que celui des jeunes – repart à la hausse : 63% des parents pensent que leurs enfants auront une vie plus difficile que la leur. C'est une hausse de 5 points par rapport à l'année dernière. Seuls 13% des parents pensent que leurs enfants auront une vie plus facile que la leur. Les parents les plus jeunes restent moins pessimistes : 26% des parents de 25-35 ans pensent que leurs enfants auront une vie plus facile. Soit le double de la moyenne. Mais, comme pour l'ensemble des parents, cet optimisme est en baisse par rapport à l'année dernière (- 6 points). La dégradation sur le front de l'emploi n'y est sans doute pas pour rien.

La crise sanitaire et le confinement rendent les perspectives à l'étranger moins attractives pour les jeunes : même si près d'un jeune sur 2 (47 %) continue de considérer qu'il aurait davantage de chances de réussite à l'étranger, c'est une baisse de 4 points par rapport à l'année dernière. Ce résultat est au plus bas depuis la premier vague du baromètre en 2015.

A noter : les jeunes résidant en zone urbaine sensible croient à 57% qu'ils auraient davantage de perspectives de réussite à l'étranger (+ 10 points par rapport à la moyenne).

La confiance dans la famille reste très élevée - 87% des jeunes pensent qu'ils peuvent compter sur elle en cas de difficulté – mais elle est en baisse (- 3 points). C'est le niveau le plus bas depuis la première édition du baromètre en 2015. Cette confiance est plus élevée chez les jeunes plus âgés et chez les plus diplômés. (90 % chez les bac + 2 vs 83 % chez les jeunes ayant un diplôme inférieur au bac).

Au total, l'indicateur synthétique de confiance des jeunes dans l'avenir reste au même niveau que l'année dernière : 5,7 sur 10.

2. La confiance dans le système éducatif : une remontée sensible – l’effet confinement et l’effet Samuel Paty ?

Depuis plusieurs années, la confiance des jeunes et des parents dans l’école se renforce. Elle connaît une progression particulièrement sensible cette année. Plusieurs hypothèses peuvent être avancées pour expliquer ce regain :

- la première est liée au climat particulier pendant lequel s’est déroulée l’enquête, juste après l’assassinat de Samuel Paty qui a donné lieu à une forte mobilisation médiatique et politique autour de l’école et de son importance pour les Français.
- La seconde est liée au souvenir du premier confinement. Jeunes et parents ont sans doute gardé en mémoire les difficultés liées à la fermeture des établissements scolaires et ont « redécouvert » à quel point l’école était essentielle dans leur vie.
- Troisième hypothèse : le taux particulièrement élevé de réussite des jeunes aux différents examens cette année, en raison du poids donné au contrôle continu dans les épreuves, a peut-être contribué, à la marge, à cette progression.

Sur tous les items testés par le baromètre, le niveau de confiance est en progression et on atteint des records depuis le lancement du baromètre en 2015, tant pour les jeunes que pour les parents.

76% des jeunes et 72% des parents font confiance au système éducatif pour assurer à tous l’acquisition des savoirs de base. Chez les jeunes, c’est une hausse de 5 points, par rapport à l’année dernière.

La hausse est encore plus forte s’agissant de la confiance dans l’école pour éduquer à l’apprentissage du respect des autres et de la citoyenneté : + 9 points chez les jeunes (à 65%), + 5 points chez les parents (à 63%).

La confiance, même si elle progresse sensiblement, reste assez faible s’agissant de la capacité à favoriser l’épanouissement de chacun ou à lutter contre les inégalités. Sur ce dernier point, à peine 1 jeune sur 2 et 1 parent sur 2 ont confiance dans l’école.

Ces chiffres sont à mettre en regard avec la confiance accordée par les Français à d’autres institutions¹. Avec 74% de confiance, le taux de confiance dans le système éducatif progresse ces dernières années, alors que la confiance dans d’autres institutions baisse. L’école ne se situe tout de même pas dans le peloton de tête : hôpitaux (87%), PME (79%), Armée (77%). Il se situe plutôt au niveau de la Sécurité sociale (74%). Devançant quand même, la police (68%), les associations (67%), la Justice (49%), les grandes entreprises publiques et privées (52%)... et surtout les banques (39%), les syndicats (31%), les médias (31%) et les partis (31%).

^{1 1} Baromètre de la confiance politique – OpinionWay pour le Cevipof – vague 11 bis – avril 2020

La confiance des chefs d'entreprise dans la capacité de l'école à répondre aux réalités du marché du monde du travail continue sa progression : + 6 points, après une remontée de 10 points l'année dernière. Désormais, 30% des chefs d'entreprise considèrent que l'enseignement que reçoivent les jeunes aujourd'hui est adapté aux réalités du monde du travail actuel. C'est encore faible mais c'est le score le plus haut depuis la première vague du baromètre en 2015.

Ce chiffre illustre le grand écart entre le monde de l'éducation et le monde du travail mais l'évolution confirme le renforcement des liens école/entreprise prévu par la dernière réforme de l'apprentissage, qui s'est traduit par une progression notable du nombre d'apprentis, avant la crise sanitaire. Espérons que les conséquences sociales de la crise du coronavirus ne viennent pas recreuser l'écart...

Du côté des jeunes, 65% des jeunes considèrent que la réussite professionnelle et la réussite scolaire sont liées. Ils étaient 81% en 2015. On observe donc un découplage progressif entre les deux réussites dans les esprits des jeunes, comme s'ils intégraient le fait que le monde professionnel attendait d'autres compétences que celles développées à l'école. Les parents eux restent persuadés du lien fort entre réussite scolaire et réussite professionnelle : ils sont 80% à considérer qu'elles sont liées (sans variation forte depuis 2015).

Au total, l'indicateur synthétique de confiance des jeunes dans le système scolaire progresse par rapport à l'année dernière : 4,9 sur 10. (+ 0,2)

3. La confiance dans le monde du travail

Le grand écart jeunes/éducation/monde du travail reste fort, et les conséquences de la crise sanitaire sur l'emploi des jeunes risquent de rendre les choses encore plus difficiles.

L'immense majorité des chefs d'entreprise (97%, + 5 points par rapport à l'année dernière) disent que faire confiance aux jeunes fait partie des valeurs de leur compagnie. Pourtant, seuls 56% des chefs d'entreprise considèrent que les entreprises font confiance aux jeunes.

Après une progression de 15 points entre 2018 et 2019, c'est une baisse de 10 points par rapport à l'année dernière, qui rend compte des difficultés actuelles pour les employeurs.

Cet écart énorme (41 points !) de perception pour les chefs d'entreprise dans le rapport à la jeunesse, entre ce qui concerne leur propre entreprise et ce qu'ils perçoivent des entreprises en général, témoigne de l'importance qu'a désormais le sujet de l'insertion professionnelle des jeunes pour beaucoup d'employeurs... mais aussi de la conscience qu'ils ont du chemin immense qui reste à parcourir. Cette lucidité doit être un moteur pour l'engagement renforcé des entreprises en faveur de l'insertion des jeunes.

Côté jeunes, on note une légère progression mais on partait de très bas : seuls 33% des jeunes considèrent que les entreprises leur font suffisamment confiance : +2 points par rapport à 2019. Côté parents, 35% considèrent que l'entreprise fait confiance aux jeunes. C'est stable par rapport à l'année dernière.

Depuis 2015, la part des sondés croyant dans la capacité des entreprises à faire confiance aux jeunes a nettement progressé : +8 points chez les parents, +13 chez les jeunes et +12 chez les chefs d'entreprise.

Lorsqu'on rentre dans le détail des sujets sur lesquels les employeurs pourraient faire confiance aux jeunes, on aperçoit également une amélioration sur tous les items : 54% des jeunes considèrent que les entreprises leur font confiance pour représenter lors d'un événement (+4 par rapport à l'année dernière, + 13 par rapport à la première vague de 2015). Seuls 32% des jeunes considèrent que les entreprises leur font suffisamment confiance pour gérer un projet ayant un impact financier important, mais c'est en progrès : +15 points depuis 2015.

Élément intéressant, les jeunes résidant en zone urbaine sensible sont davantage convaincus que les entreprises font confiance aux jeunes (46% contre 33% en moyenne).

Par rapport à l'année dernière, **la confiance des chefs d'entreprise dans la jeunesse baisse sensiblement sur tous les indicateurs, sauf pour ce qui concerne la représentation.** Par exemple, 63% des chefs d'entreprise disent faire confiance à un jeune de moins de 26 ans pour manager une équipe de plusieurs personnes dans leur entreprise (- 5 points par rapport à l'année dernière), 59% pour gérer un projet ayant un impact financier important pour leur

entreprise (- 6 points). En revanche, ils sont 88% à faire confiance à un jeune pour représenter l'entreprise lors d'un événement (+ 3 points).

Comme les autres années, cet écart entre ce qui relève de la représentation de l'entreprise et ce qui concerne les projets liés au cœur de l'activité traduit la conscience qu'ont les employeurs de l'impact positif des jeunes sur leur image... mais aussi la marge de progrès pour faire davantage confiance dans les autres domaines.

Indicateur inquiétant : la part des chefs d'entreprise qui considèrent qu'embaucher un jeune est un risque plus important qu'embaucher un salarié plus âgé remonte cette année à 19% (+ 4 points), après une forte baisse l'année dernière (-13 points), tandis que la part de chefs d'entreprise qui considèrent que le risque est similaire baisse de 7 points, à 71%.

Seuls 9% des chefs d'entreprise jugent aujourd'hui que le risque d'embaucher un jeune est moindre que celui d'embaucher un salarié plus âgé.

Cette dégradation de l'indicateur de « normalisation » de l'embauche des jeunes est de mauvais augure alors que la crise sanitaire a déjà touché fortement les jeunes. Elle montre que les mesures gouvernementales de soutien à l'emploi des jeunes (plan « 1 jeune 1 solution » ne sont pas du luxe, alors même que le taux de chômage des moins de 24 ans est déjà monté à 21,8% au troisième trimestre 2020, près de 2 fois et demi au-dessus du taux de chômage de la population (9%).²

Au total, l'indicateur synthétique de confiance des jeunes dans le monde du travail monte légèrement à 4,6 sur 10 (+0,1).

^{2 2} Insee – 3^{ème} trimestre 2020

4. La confiance dans l'environnement social et politique : une remontée surprenante de la confiance des jeunes

Même si les jeunes considèrent globalement qu'ils ont facilement accès aux pratiques sportives (76%) et aux activités culturelles (73%), on note cette année une baisse, sans doute liée aux conséquences du confinement et des restrictions sanitaires : - 3 points pour l'accès facile aux équipements sportifs, - 2 points pour l'accès facile aux activités culturelles.

81% des jeunes considèrent qu'il est facile pour eux de se faire soigner quand ils en ont besoin. C'est une hausse de 4 points par rapport à 2019, après trois années consécutives de baisse. Faut-il y voir une conséquence de la crise du Coronavirus, qui a mis les sujets Santé sur le devant de la scène ? Les jeunes les plus diplômés ont davantage accès au soin (92% pour les diplômés de grandes écoles) tandis que les jeunes au chômage disent y avoir moins facilement accès (71% ; - 10 points par rapport à la moyenne).

Comme les années précédentes, les garçons sont plus positifs que les filles sur la facilité d'accès au sport (80%, +6 points par rapport aux filles) et à la culture (76% ; + 6 points par rapport aux filles).

La confiance accordée aux responsables politiques pour défendre les intérêts des jeunes montre très nettement chez les jeunes (+ 15 points par rapport à l'année dernière) et atteint un niveau sans précédent depuis le lancement du baromètre en 2015 : 39%. Elle atteint également un niveau record chez les parents même si elle est plus mesurée : 28% d'entre eux ont confiance dans les politiques pour défendre les intérêts des jeunes (+ 2 points par rapport à 2019). Cette hausse sans précédent est difficilement explicable : est-elle liée à la mobilisation sur l'école à la suite de l'assassinat de Samuel Paty ?

Aux efforts de communication des pouvoirs publics à destination des jeunes (adresses du Président de la République et de plusieurs membres du gouvernement sur les réseaux sociaux, messages sur l'impact de la crise chez les jeunes) ? Aux engagements de compensation des défaillances liées à la crise Covid ?

Les garçons sont nettement plus confiants que les filles à l'égard des responsables politiques pour représenter les intérêts des jeunes : 46% vs. 31%.

Cette progression de la confiance des jeunes dans la capacité des responsables politiques à défendre leurs intérêts est sensible depuis 2015 : +22 points chez les jeunes, + 13 points chez les parents. Il faut dire que l'on partait de très bas...

38% des jeunes considèrent qu'il leur est facile d'accéder à des responsabilités politiques (en progression continue depuis 2015 : +11 points), signe que **le rajeunissement de la classe politique à l'occasion des dernières élections présidentielle, législatives et municipales a marqué les esprits.**

L'indicateur synthétique de confiance des jeunes dans l'environnement social et politique se situe à 2,9 sur 10, en progression par rapport à l'année dernière (+0,2).

LES ENSEIGNEMENTS DU FOCUS : quelle école pour répondre aux défis du 21^{ème} siècle ?

1. L'école et les compétences du 21^{ème} siècle : des attentes fortes avec une difficulté à discerner les priorités

A. Quelles missions pour l'école ? une attente forte sur des nouvelles compétences

A travers l'enquête, nous avons voulu sonder les attentes à l'égard de l'école s'agissant de compétences moins directement liées à la transmission des savoirs fondamentaux, que certains appellent par commodité « les compétences du 21^{ème} siècle » :

- L'apprentissage de l'expression orale,
- L'éducation à la citoyenneté,
- L'éducation à l'environnement,
- L'éducation au numérique,
- L'éducation aux médias,
- L'éducation aux compétences psycho-sociales (gestion des émotions, communication non-violente...)

On note que, **sur ces compétences, le niveau des attentes à l'égard de l'école est fort, du côté des parents, des jeunes et des chefs d'entreprise. Ils sont plus des ¾ à considérer que ces différents champs sont dans les missions de l'école, les parents étant encore plus exigeants que les jeunes.** Cela montre une fois de plus le rôle central de l'école pour les jeunes et les parents et cette attente très forte à l'égard de l'école, comme si elle devait répondre à tous les défis éducatifs à la fois.

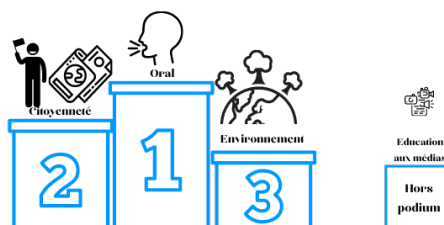
La compétence qui, selon les parents, fait le plus partie des missions de l'école est l'expression orale (95%), suivie de l'éducation à la citoyenneté (94%). Les jeunes placent également ces compétences en premier, à des niveaux très élevés, mais un peu moindre (89% et 87%). En 3^{ème} place, les parents mettent plutôt l'éducation au numérique (89%), quand les jeunes placent l'éducation à l'environnement (87%).

Parmi les compétences du 21^{ème} siècle, les chefs d'entreprise mettent parmi les missions de l'école, l'éducation au numérique en 1^{er} (à 95%), avant l'expression orale (93%) puis, au même niveau, l'éducation à la citoyenneté et l'éducation à l'environnement (92%). Sans surprise, les chefs d'entreprise dans le secteur des services insistent sur l'expression orale (98%). Les chefs de grandes entreprises (plus de 250 salariés) mettent eux l'accent sur l'éducation à l'environnement (98%) tandis que ceux du BTP citent en priorité l'éducation à la citoyenneté.

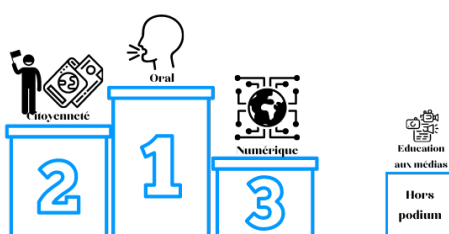
Même s'ils sont très majoritaires à considérer qu'elle fait partie des missions de l'école (75% des jeunes et des chefs d'entreprise, 66% des parents), ils mettent tous trois l'éducation aux médias à la dernière place.

Quelles sont les compétences du 21^{ème} siècle qui font partie des missions de l'école selon les jeunes, les parents et les chefs d'entreprise ?

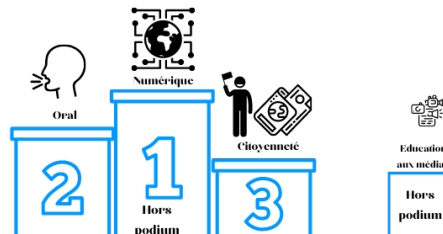
Les jeunes



Les parents



Les chefs d'entreprise



B. Quelle performance de l'école sur ces compétences transversales ? Un avis assez mitigé

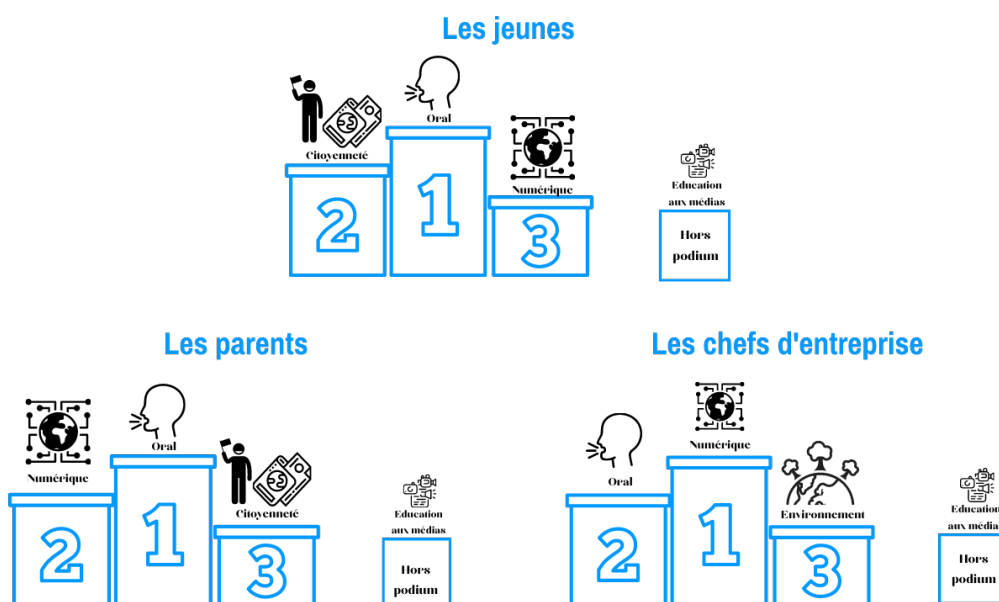
Les jeunes et les parents sont une majorité à considérer que l'école remplit plutôt bien son rôle s'agissant de l'apprentissage de l'expression orale (69% des jeunes et des parents), de l'éducation à la citoyenneté (68% des jeunes, 64% des parents), de l'éducation au numérique (63%, 67%).

Ils sont en revanche plus sceptiques s'agissant de l'éducation à l'environnement. Une majorité considère même que l'école ne remplit pas bien son rôle s'agissant de l'apprentissage des compétences psychosociales et l'éducation au numérique.

Au global, sauf pour ce qui concerne l'éducation à la citoyenneté, les parents sont moins critiques que les jeunes sur la capacité de l'école à remplir ses missions relatives au développement des compétences transverses.

Les chefs d'entreprise, eux, se montrent plus positifs sur l'éducation au numérique : ils sont 73% à considérer que l'école joue bien son rôle dans ce domaine. Ils sont plus critiques sur l'éducation à l'expression orale (60%). Ils sont assez déçus de la capacité de l'école à éduquer à la citoyenneté - à peine 1 sur 2 considère que l'école joue bien son rôle - et encore plus s'agissant du développement des compétences psychosociales : près de 2/3 pensent que l'école n'est pas à la hauteur dans ce domaine.

Quelles sont les compétences du 21^{ème} siècle pour lesquelles l'école est la plus performante selon les jeunes, les parents et les chefs d'entreprise ?



C. Quelles priorités ? La citoyenneté d'abord... mais n'oublions pas les fondamentaux

Notons d'abord que les parents et les jeunes n'ont pas le même point de vue sur le sujet. **Quand on demande aux parents de trancher de façon un peu caricaturale entre le renforcement de la transmission des savoirs fondamentaux ou l'élargissement de l'école à de nouvelles compétences, ils se partagent également entre les deux options, conscients que l'école ne doit pas trop se disperser.**

Les chefs d'entreprise se situent entre les 2, ils sont plus favorables que les parents à un élargissement des compétences de l'école, mais beaucoup plus mesurés que les jeunes.

Et les chefs d'entreprise plus âgés (40 ans et plus) sont près de la moitié à insister sur l'apprentissage des savoirs fondamentaux.

Inversement, les parents les plus jeunes sont ceux qui sont le plus attachés à la transmission des savoirs fondamentaux, sans doute parce qu'ils sont des enfants eux-mêmes plus jeunes.

Les jeunes penchent eux davantage pour une ouverture accrue de l'école à de nouveaux champs de compétences : seuls 1/3 d'entre eux souhaitent que l'école renforce surtout la transmission des savoirs fondamentaux.

Il faut noter cependant que ce sont les jeunes hommes (en moyenne moins performants à l'école) et les jeunes sans diplôme qui sont les plus sensibles à cette nécessité d'un

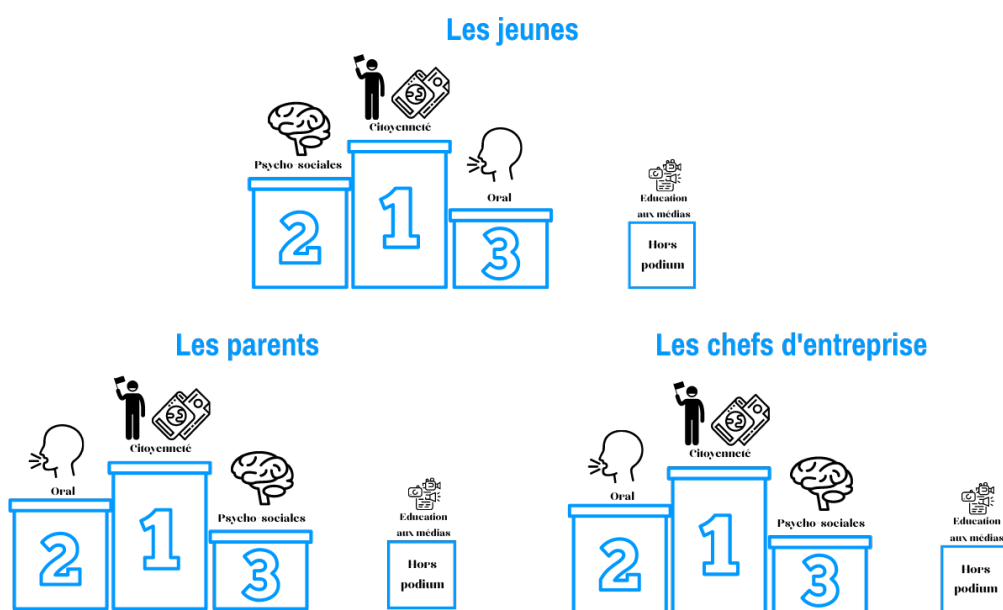
renforcement des fondamentaux au détriment de nouvelles compétences. C'est un point important à souligner ! Les jeunes qui n'ont pas forcément une grande maîtrise des fondamentaux insistent sur la mission première de l'école ; tandis que les jeunes femmes et les jeunes plus diplômés sont plus demandeurs d'élargissement des compétences.

Lorsqu'on les interroge sur les compétences prioritaires, les parents comme les jeunes et les chefs d'entreprise mettent en priorité n°1 l'éducation à la citoyenneté. Pour les deux priorités suivantes, les parents, les jeunes et les chefs d'entreprise citent tous trois l'expression orale et les compétences psycho-sociales (gestion des émotions, communication non-violente...) mais les jeunes mettent la priorité sur les compétences psycho sociales, tandis que les parents et les chefs d'entreprise insistent sur l'apprentissage de l'oral.

L'attente importante concernant les compétences psycho-sociales est à relever, sachant que, dans le même temps, une majorité de parents (52%), de jeunes (58%) et encore davantage de chefs d'entreprise (63%) considèrent que l'école ne remplit pas bien sa mission sur ce point. Une fois de plus, jeunes, parents et chefs d'entreprise sont d'accord pour dire que l'éducation aux médias est moins prioritaire. Seuls 5% des jeunes et des parents, et 2% des chefs d'entreprise la cite en premier comme une priorité n°1.

Il faut aussi noter que les jeunes placent davantage l'environnement parmi les priorités que les parents.

Quelles sont les compétences du 21ème siècle qui doivent être prioritaires pour l'école, selon les jeunes, les parents et les chefs d'entreprise ?



2. Numérique et environnement : l'école et les compétences du 21^{ème} siècle : jeunes et parents conscients de la nécessité d'une véritable formation des enseignants et des élèves

Le numérique à l'école, danger ou avantage ? Notons d'abord sur ce sujet qui fait débat polémique, les jeunes, les parents et les chefs d'entreprise ont un avis assez mesuré. Ils ne sont majoritairement ni angoissés, ni « techno-béats ».

D'une part, ils ne sont pas complètement effrayés par le numérique. Seule une minorité (14% des jeunes, 17% des parents et 7% des chefs d'entreprise) considèrent que le numérique à l'école représente plus de dangers que d'avantages. Mais ils ne sont pas non plus « techno-béats » : si 40% des jeunes et 35% des parents et des chefs d'entreprise considèrent que le numérique présente plus d'avantages que de dangers, ils sont davantage (44% des jeunes, 47% des parents et 56% des chefs d'entreprise) à considérer qu'il y a un équilibre dangers/avantages.

Ce point de vue reflète d'ailleurs assez bien les derniers apports scientifiques et les comparaisons internationales qui ne montrent pas un effet numérique en soi sur l'amélioration des performances scolaires. C'est bien l'usage et les contenus qui déterminent l'intérêt du numérique dans l'éducation. Il faut noter que globalement, les hommes (jeunes et parents) sont plus favorables au numérique, tandis que les moins diplômés (jeunes et parents) ou les mères sont plus réticentes.

Autre enseignement : **une majorité de jeunes (56%) et de parents (58%) considèrent que les enseignants ne sont pas bien formés aux usages du numérique pour exercer leur métier.** Alors que le ministère vient de conclure des Etats Généraux du Numérique pour l'éducation et que le confinement a montré les différences d'appréhension des outils numériques par le corps enseignant et par les familles, cela montre que les parents comme les jeunes sont conscients de l'ampleur de la tâche. En revanche, les chefs d'entreprise sont une majorité (57%) à considérer que les enseignants sont bien formés sur ce sujet.

S'agissant de la formation des jeunes aux usages du numérique, les parents sont également assez critiques : **seuls 52% des parents considèrent que les jeunes sont bien formés. Les jeunes sont eux 59% à considérer qu'ils sont bien formés. C'est un score finalement peu élevé alors qu'on dépeint parfois les « digital natives » comme des personnes maîtrisant déjà les outils.** Une part non négligeable des jeunes est bien conscient de ses limites et de la nécessité d'une formation renforcée au numérique. Les chefs d'entreprise sont eux davantage convaincus que les jeunes sont bien formés à l'usage du numérique : 69% le pensent, et on monte même à 76% chez les patrons les plus âgés. La présomption d'une bonne formation numérique des jeunes monte avec l'âge.

Par ailleurs, une majorité de jeunes (54%) et de parents (53%) considèrent que les enseignants ne sont pas assez formés aux enjeux environnementaux, alors que les chefs d'entreprise considèrent l'inverse : 56% d'entre eux pensent que les enseignants sont bien formés sur ces thématiques.

3. Quelle méthode d'apprentissage ? Développer le « faire apprendre »

S'agissant des méthodes d'apprentissage, notons d'abord que beaucoup de parents (32%) et de jeunes (24%) ne se sentent pas qualifiés pour répondre ou n'ont pas d'avis sur le sujet. Cela témoigne d'un sentiment d'illégitimité à répondre à ces questions et en creux, une confiance dans l'expertise de l'institution et des enseignants.

Ceci étant précisé, en majorité, les jeunes (65%) et, dans une moindre mesure, les parents (55%) souhaitent que l'école aient davantage recours à l'apprentissage par l'expérimentation (« faire pour apprendre ») par des projets concrets. Ils ne sont en revanche que 11% des jeunes et 13% des parents à souhaiter un renforcement de l'apprentissage théorique. Chez les chefs d'entreprise, la tendance est encore plus marquée : 82% penchent pour davantage de recours à l'expérimentation dans les méthodes d'enseignement.

Même si jeunes et parents y sont globalement favorables, les appréciations sont plus mesurées s'agissant du recours à des pédagogies innovantes favorisant la participation des jeunes, par opposition aux approches plus traditionnelles (cours magistral...). Une majorité des jeunes (57%) souhaitent que l'école y recoure davantage alors qu'ils sont 4 fois moins nombreux (14%) à souhaiter que l'école privilégie a contrario des cours magistraux. Côté parents, les partisans des pédagogies innovantes sont deux fois plus nombreux (44%) que ceux qui souhaitent le recours aux cours magistraux (22%). Notons que pour les jeunes comme pour les parents, les plus diplômés et les femmes sont davantage demandeurs d'innovation pédagogique.

Les chefs d'entreprise aussi sont davantage favorables à des pédagogies innovantes (78%) contre 22% favorables à des approches plus traditionnelles.

4. Le rôle des entreprises : pour la responsabilité éducative des entreprises

S'agissant des interactions entre l'école et l'entreprise, une part importante des jeunes et des parents n'a pas d'opinion à ce sujet. Cela peut témoigner d'une méconnaissance du sujet et d'un désintérêt, mais aussi d'un manque de légitimité à prendre position sur ces questions.

Seule une petite minorité considère que l'école doit éviter les interactions avec l'entreprise (9% des parents, 10% des jeunes). Une majorité de jeunes (56%) et de parents (52%) plaident au contraire pour un renforcement des interactions.

Les femmes sont le plus favorable (62 %) au développement des interactions école/entreprises, tout comme les jeunes les plus diplômés (70%, + 14 points par rapport à la moyenne)

Il faut noter que 75% des jeunes et 72% des parents considèrent que les entreprises sont légitimes à s'engager dans des actions en faveur de l'éducation à l'environnement. Plus de 8 chefs d'entreprise sur 10 en sont également convaincus.

Sans surprise, parmi les chefs d'entreprise, seule une petite minorité considère que l'école doit éviter les interactions avec l'entreprise (9%). 91% considèrent qu'elle doit les renforcer.

5. Le mentorat et le parrainage : des dispositifs trop peu connus des jeunes et des parents

Les dispositifs de parrainage et de mentorat, qui permettent à un jeune d'être accompagné par un adulte pour l'aider dans son parcours éducatif et dans ses choix d'insertion sociale et professionnelle, sont peu connus par les jeunes : seuls 4 sur 10 les connaissent. Et encore moins par les parents : seul un tiers en ont déjà entendu parler. En revanche, un chef d'entreprise sur 2 connaît ses dispositifs.

Les jeunes demandeurs d'emploi sont ceux qui connaissent le moins ces dispositifs de parrainage : 65% d'entre eux n'en ont pas entendu parler (contre 60 % pour la moyenne des jeunes). De même pour les jeunes qui n'ont pas confiance dans leur famille (66%, + 6 points par rapport à la moyenne), alors même qu'ils pourraient être parmi les jeunes qui en tireraient le plus grand bénéfice.

En revanche, **les jeunes habitant en Zone urbaine sensible connaissent mieux ces dispositifs : 58% en ont entendu parler (+18 points par rapport à la moyenne)**. Cela témoigne d'un ciblage particulier des dispositifs existants sur les établissements scolaires situés en réseaux d'éducation prioritaire.

Dans le même temps, près d'un jeune sur 2 serait intéressé par le parrainage, et près de 70% des parents disposés à parrainer un jeune. Les moins intéressés sont les plus jeunes. **Les plus intéressés sont les 20/22 ans, ainsi que les jeunes qui habitent en zone urbaine sensible (61%, + 10 points par rapport à la moyenne).**

Il faut toutefois relativiser cette déclaration d'intérêt : seuls 14% des jeunes et 16% des parents se disent très intéressés.

A noter : près de 6 chefs d'entreprise sur 10 serait prêt à parrainer un jeune (dont 17% tout à fait).



Le think tank dédié aux jeunes et à l'éducation

contact@verslehaut.org

22 Rue de la Vanne – 92120 Montrouge

www.verslehaut.org

